Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'ISERE

Direction Départementale des Territoires
Service de Prévention des Risques

ARRETE 2010-10482

Portant approbation du plan de prévention des risques technologiques pour les établissements ARKEMA et CEZUS à Jarrie (38),

et concernant le territoire des communes de Jarrie, Brié et Angonnes, Champagnier, Champ sur Drac, Claix, Le Pont de Claix, Montchaboud, Notre Dame de Mésage, Saint Georges de Commiers, Saint Pierre de Mésage, Varces Allières et Risset, Vaulnaveys le Bas, Vif et Vizille,

LE PREFET DE L'ISERE,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques, naturels et à la réparation des dommages ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.515-15 à L.515-25 et R.515-39 à R.515-50 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.126-1, L.211-1, L.230-1 et L.300-2 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;

VU les articles R.511-9 et R.511-10 du code de l'environnement relatifs à la nomenclature des installations classées ;

VU le titre I du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU les arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation régulière des installations des établissements ARKEMA et CEZUS implantés sur le territoire de la commune de Jarrie ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 avril 2010 établi en application de la circulaire du 03 octobre 2005 précitée proposant la liste des phénomènes dangereux à retenir pour la définition du périmètre du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2008-04238 du 5 mai 2008, portant création du comité local d'information et de concertation du Sud Agglomération Grenoblois ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-04943 du 14 juin 2010 prescrivant le plan de prévention des risques technologiques pour les établissements ARKEMA et CEZUS à Jarrie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-07641 du 21 septembre 2010, modifié par l'arrêté préfectoral n° 2010-08659 du 14 octobre 2010, prescrivant une enquête publique du 15 octobre au 15 novembre 2010 inclus sur le projet de PPRT pour les établissements ARKEMA et CEZUS à Jarrie ;

VU la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative aux comités locaux d'information et de concertation ;

VU la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relatif au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;

VU la circulaire du 29 septembre 2005 modifiée relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;

VU la circulaire ministérielle du 28 décembre 2006 relative à la mise à disposition du guide d'élaboration et de lecture des études de dangers pour les établissements soumis à autorisation avec servitudes et des fiches d'application des textes réglementaires récents ;

VU la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de danger, à l'appréciation de la démarche de réduction des risques à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

VU le bilan de la concertation du public sur le projet de plan de prévention des risques technologiques pour les établissements ARKEMA et CEZUS à Jarrie qui s'est déroulée du 6 juillet 2010 au 4 août 2010 selon les modalités prescrites par l'arrêté préfectoral n° 2010-04943 du 14 juin 2010 portant prescription du PPRT pour les établissements ARKEMA et CEZUS à Jarrie ;

VU l'avis des personnes et organismes associés consultés du 11 août au 10 octobre 2010 sur ce projet ;

VU l'avis du CLIC Agglomération grenobloise et sud –Isère du 24 septembre 2010 ;

VU les registres d'enquête et les observations émises lors de l'enquête publique ;

VU le rapport, les conclusions et l'avis motivé du commissaire enquêteur relatifs au projet de PPRT pour les établissements ARKEMA et CEZUS à Jarrie et remis à la préfecture de l'Isère - Direction départementale des territoires - le 10 décembre 2010, formulant un avis favorable assorti d'une réserve ;

VU la réserve du commissaire enquêteur demandant que le PPRT soit révisé dès que possible par application des mesures supplémentaires, sinon par évolution de ses éléments constitutifs tels que : les aléas, le zonage le règlement ;

VU les recommandations du commissaire enquêteur ;

VU les pièces du dossier ;

Considérant que les établissements ARKEMA et CEZUS à Jarrie sont classés "AS" et relèvent des dispositions prévues à l'article L.515-8 du code de l'environnement, au regard de leurs activités dépassant le seuil de classement "AS" au titre de la rubrique 1310 et 1311 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que les établissements ARKEMA et CEZUS à Jarrie sont concernés par l'article R.515-39 du code de l'environnement, relatif à l'établissement d'un plan de prévention des risques technologiques ;

Considérant que l'article 4 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié susvisé précise que l'étude de dangers décrit les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique ;

Considérant qu'une partie du territoire des communes de Jarrie, Brié et Angonnes, Champagnier, Champ sur Drac, Claix, Le Pont de Claix, Notre Dame de Mésage, Saint Georges de Commiers, Saint Pierre de Mésage, Varces Allières et Risset, Vaulnaveys le bas, Vif et Vizille et la totalité du territoire de la commune de Montchaboud sont susceptibles d'être soumises aux risques technologiques dus aux installations des établissements ARKEMA et CEZUS à Jarrie ;

Considérant qu'il est nécessaire de limiter, par l'établissement d'un PPRT, l'exposition des populations aux conséquences des accidents potentiels autour du site des établissements ARKEMA et CEZUS à Jarrie par des contraintes et des règles particulières en matière de construction, d'urbanisme et d'usage ;

Considérant que la détermination de ces mesures résulte d'un processus d'analyse, d'échange et de concertation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'isère,

- ARRETE -

ARTICLE 1 – Le plan de prévention des risques technologiques pour les établissements ARKEMA et CEZUS à Jarrie, annexé au présent arrêté, est approuvé.

ARTICLE 2 – Ce plan vaut servitude d'utilité publique en vertu de l'article L. 515-23 du code de l'environnement et sera annexé aux plans locaux d'urbanisme ou documents d'urbanisme en tenant lieu, des communes de Jarrie, Brié et Angonnes, Champagnier, Champ sur Drac, Claix, Le Pont de Claix, Montchaboud, Notre Dame de Mésage, Saint Georges de Commiers, Saint Pierre de Mésage, Varces Allières et Risset, Vaulnaveys le bas, Vif et Vizille dans les conditions et le délai de 3 mois prévus à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 – Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associés définis à l'article 5. de l'arrêté préfectoral n° 2010-04943 du 14 juin 2010 prescrivant l'élaboration du PPRT des établissements ARKEMA et CEZUS à Jarrie.

Le présent arrêté est en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'ISERE et affiché pendant un mois en mairies de Jarrie, Brié et Angonnes, Champagnier, Champ sur Drac, Claix, Le Pont de Claix, Montchaboud, Notre Dame de Mésage, Saint Georges de Commiers, Saint Pierre de Mésage, Varces Allières et Risset, Vaulnaveys le bas, Vif et Vizille ainsi qu'aux sièges de la Communauté d'agglomération de Grenoble-Alpes Métropole (la METRO), de la communauté de commune du Sud Grenoblois, de l'établissement public du SCOT de la région urbaine de Grenoble.

Mention de cet affichage est insérée, par les soins du Préfet de l'Isère, dans les journaux locaux "LE DAUPHINE LIBERE" et "LES AFFICHES DE GRENOBLE & DU DAUPHINE".

Un exemplaire du plan approuvé est tenu à disposition du public à la préfecture de l'Isère et en mairies de Jarrie, Brié et Angonnes, Champagnier, Champ sur Drac, Claix, Le Pont de Claix, Montchaboud, Notre Dame de Mésage, Saint Georges de Commiers, Saint Pierre de Mésage, Varces Allières et Risset, Vaulnaveys le bas, Vif et Vizille aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public ainsi que par voie électronique sur le site : http://www.pprtrhonealpes.com/

ARTICLE 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le Directeur départemental des territoires, les Maires des communes de Jarrie, Brié et Angonnes, Champagnier, Champ sur Drac, Claix, Le Pont de Claix, Montchaboud, Notre Dame de Mésage, Saint Georges de Commiers, Saint Pierre de Mésage, Varces Allières et Risset, Vaulnaveys le Bas, Vif et Vizille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Grenoble, le 20 DEC. 2010

Le Préfet

Eric LE DOUARON

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISERE

Communes de
Brié-et-Angonnes, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Jarrie, Le-Pont-de-Claix, Montchaboud, Notre-Dame-de-Mésage, Saint-Georges-de-Commiers, Saint-Pierre-de-Mésage, Varces-Allieres et Risset, Vaulnaveys-Le-Bas, Vif, Vizille



Plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

Sociétés ARKEMA et CEZUS à Jarrie (38)

3-Règlement

Table des matières

Titre I- Portée du PPRT, dispositions générales _____ 1

Chapitre I. Champ d'application ---------- *1*

Article 1. Champ d'application _____ 1

Article 2. Portée des dispositions _____ 1

Article 3. Délimitation du zonage et principe de réglementation _____ 1

Chapitre II. Application et mise en œuvre ---------- *2*

Article 1. Effets du PPRT _____ 2

Article 2. Conditions de mise en œuvre des mesures foncières _____ 2

Article 3. Infractions _____ 3

Article 4. Révision du PPRT _____ 3

Titre II- Réglementation des projets _____ 4

Chapitre I. Préambule ---------- *4*

Article 1. Définition d'un projet _____ 4

Article 2. Disposition générale applicable à tout projet soumis à permis de construire _____ 4

Chapitre II. Dispositions applicables en zone « rouge foncé » R ---------- *4*

Article 1. Définition et vocation de la zone R _____ 4

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux _____ 4

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants _____ 6

Chapitre III. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r1 ---------- *7*

Article 1. Définition et vocation de la zone r1 _____ 7

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux _____ 7

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants _____ 8

Chapitre IV. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r2a ---------- *9*

Article 1. Définition et vocation de la zone r2a _____ 9

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux _____ 9

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants _____ 10

Chapitre V. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r2b ---------- *11*

Article 1. Définition et vocation de la zone r2b _____ 11

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux _____ 12

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants _____ 13

Chapitre VI. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r3 ---------- *14*

Article 1. Définition et vocation de la zone r3 _____ 14

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux _____ 14

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants _____ 15

Chapitre VII. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r4 ---------- *16*

Article 1. Définition et vocation de la zone r4 _____ 16

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux _____ 16

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants _____ 16

Chapitre VIII. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B1a ---------- *17*

Article 1. Définition et vocation de la zone B1a _____ 17

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux _____ 17

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants _____ 18

Chapitre IX. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B1b ---------- *19*

Article 1. Définition et vocation de la zone B1b _____ 19

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux _____ 19

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants 20
Chapitre X. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B1c 21
Article 1. Définition et vocation de la zone B1c 21
Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux 21
Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants 22
Chapitre XI. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B2a 23
Article 1. Définition et vocation de la zone B2a 23
Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux 24
Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants 25
Chapitre XII. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B2b 26
Article 1. Définition et vocation de la zone B2b 26
Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux 26
Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants 27
Chapitre XIII. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B3 28
Article 1. Définition et vocation de la zone B3 28
Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux 28
Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants 29
Chapitre XIV. Dispositions applicables en zone grisée 30
Article 1. Définition de la zone grisée 30
Article 2. Règles d'urbanisme et de construction 31
Article 3. Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation 31
Titre III- Mesures foncières 32
Chapitre I. Les mesures définies 32
Article 1. Champ d'application des mesures définies 32
Article 2. Expropriation pour cause d'utilité publique 32
Article 3. Instauration du droit de délaissement 32
Chapitre II. L'échéancier de mise en œuvre des mesures 32
Titre IV- Mesures de protection des populations 33
Chapitre I. Mesures relatives à l'aménagement des biens existants 33
Article 1. Dispositions applicables en zone « rouge foncé » R 33
Article 2. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r1 34
Article 3. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r2a 34
Article 4. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r2b 35
Article 5. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r3 35
Article 6. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r4 36
Article 7. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B1a 36
Article 8. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B1b 37
Article 9. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B1c 38
Article 10. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B2a 38
Article 11. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B2b 39
Article 12. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B3 40
Chapitre II. Mesures relatives à l'utilisation et à l'exploitation 41
Article 1. Dispositions applicables en zone « rouge foncé » R 41
Article 2. Dispositions applicables en zones « rouge clair » r1, r2a, r2b, r3 et r4 42
Titre V- Servitudes d'utilité publique 43
Annexes 44

Titre I- Portée du PPRT, dispositions générales

Chapitre I. Champ d'application

Article 1. Champ d'application

Le présent règlement s'applique aux parties des territoires délimitées dans le plan de zonage réglementaire sur le territoire des communes de Brié-et-Angonnes, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Jarrie, Le-Pont-de-Claix, Montchaboud, Notre-Dame-de-Mésage, Saint-Georges-de-Commiers, Saint-Pierre-de-Mésage, Varces Allieres et Risset, Vaulnaveys-Le-Bas, Vif, Vizille soumises aux risques technologiques des installations des sociétés ARKEMA et CEZUS situées sur la plate-forme chimique de Jarrie (38).

Il a pour objet de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir dans ces installations et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques.

En application de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et de son décret d'application n° 2005-1133 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) codifié aux articles R. 515-39 et suivants du code de l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens et aux usages.

Article 2. Portée des dispositions

En application des articles L. 515-15 à L. 515-25 et R. 515-39 à R. 515-50 du code l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux, à toutes constructions et installations.

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Article 3. Délimitation du zonage et principe de réglementation

Conformément à l'article L. 515-16 du code de l'environnement et compte tenu des orientations stratégiques déterminées par les personnes et organismes associées et services instructeurs, le PPRT de Jarrie délimite, à l'intérieur du périmètre d'exposition au risque, quatre grandes zones de réglementation différente, définies en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique :

R	Zone d'interdiction stricte
r	Zones d'interdiction *(concerne les zones r1, r2a, r2b, r3, r4)*
B	Zones d'autorisation limitée sous conditions *(concerne les zones B1a, B1b, B1c, B2a, B2b, B3)*
	Zone grisée *(emprise foncière des installations à l'origine des risques)*

La carte de zonage réglementaire du PPRT identifie les zones rouge foncé (R), rouge clair (r) et bleu foncé (B) par une lettre et un indice chiffré, pour lesquelles une réglementation spécifique à chacune de ces zones est définie dans les Titres II à V du présent règlement.

La zone grisée correspond aux sites des sociétés ARKEMA et CEZUS accueillant les activités et installations à l'origine des risques.

La délimitation de ces zones est expliquée dans la note de présentation.

Dans ces zones, la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et les extensions de constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation.

Dans ces zones, des mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existants à la date d'approbation du plan sont prescrites.

Cette réglementation est graduée et adaptée selon les types de zones définies ci-dessus.

Dans ces zones, sont identifiés des secteurs où des mesures d'expropriation ou de délaissement sont envisagées.

Ces secteurs sont reportés sur le plan de zonage règlementaire.

Dans les zones réglementées, les communes ou établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbaine dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du Code de l'Urbanisme.

Chapitre II. Application et mise en œuvre

Article 1. Effets du PPRT

Le plan de prévention des risques technologiques approuvé vaut servitude d'utilité publique (article L515-23 du Code de l'Environnement).

Il est porté à la connaissance des maires des communes situées en totalité ou pour partie à l'intérieur du périmètre du plan en application de l'article L121-2 du code de l'urbanisme et doit être annexé aux plans locaux d'urbanisme conformément à l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme.

Article 2. Conditions de mise en œuvre des mesures foncières

La mise en œuvre des expropriations et des droits de délaissement identifiés dans les secteurs du périmètre d'exposition aux risques n'est pas directement applicable à l'issue de l'approbation du PPRT. Elle est subordonnée :

- à la signature de la convention décrite au I de l'article L. 515-19 du code de l'environnement ;
- aux conditions définies pour la mise en place du droit de délaissement (articles L. 11-7 et R. 11-18 du code de l'expropriation et articles L. 230-1 et suivants du code de l'urbanisme);
- aux conditions définies pour la mise en place du droit d'expropriation (articles L. 11-1 à L. 16-9 ; L. 21-1 du code de l'expropriation, articles L. 122-15 et L. 123-16 ; L. 221-1 ; L. 300-4 du code de l'urbanisme).

Article 3. Infractions

« Les infractions aux prescriptions du PPRT (mesures d'interdiction concernant la réalisation d'aménagement ou d'ouvrages, concernant des constructions nouvelles ou des extensions de constructions existantes, ou prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation) sont punies des peines prévues à l'article L.480-4 du Code de l'urbanisme. »

Article 4. Révision du PPRT

Le PPRT peut être révisé dans les conditions prévues par l'article R. 515-47 du code l'environnement, sur la base d'une évolution de la connaissance ou du contexte.

Titre II- Réglementation des projets

Chapitre I. Préambule

Article 1. Définition d'un projet

Est qualifié de projet la réalisation d'aménagements, d'ouvrages ou de constructions nouvelles, ainsi que l'extension, la transformation ou le changement de destination de constructions existantes.

Article 2. Disposition générale applicable à tout projet soumis à permis de construire

Conformément à l'article R.431-16 du code de l'urbanisme, tout projet soumis à permis de construire autorisé dans le cadre du présent Titre II- le sera sous réserve de réaliser une étude préalable à la construction permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions devront répondre aux objectifs de performance définis dans l'article relatif aux règles de construction.

Une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant de la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception devra être jointe à la demande de permis de construire.

Chapitre II. Dispositions applicables en zone « rouge foncé » R

Article 1. Définition et vocation de la zone R

La zone « **rouge foncé** » **R** correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est toujours de niveau le plus élevé (TF+) et pouvant présenter, selon le point où l'on se situe dans cette zone, une concomitance des aléas :

- toxique, présent sur l'ensemble de la zone R avec des niveaux allant de M+ à TF+,
- thermique, présent sur une partie de la zone R avec des niveaux allant de Fai à TF+
- surpression, présent sur une partie de la zone R avec des niveaux allant de Fai à TF+

Dans ce PPRT, il n'y a pas d'identification de secteur particulier à l'intérieur de la zone R.

L'ensemble de la zone R fait partie du secteur d'application de mesures foncières d'expropriation (cf. Titre III-) et fait l'objet de mesures de protection des populations (cf. Titre IV-).

Dans la zone **R**, la règle générale est l'interdiction stricte de toute nouvelle construction et de toute augmentation du nombre de personnes exposées.

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux

II.II.2.1 Règles d'urbanisme

II.II.2.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.II.2.1.2, tout nouveau projet est interdit.

II.II.2.1.2 Prescriptions

Sont autorisés :

- les ouvrages techniques indispensables aux industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible, et sous réserve du respect des règles particulières de construction définies à l'article II.II.2.2.
- les infrastructures destinées à la desserte des activités en lien avec les industries à l'origine du risque.

II.II.2.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout nouveau projet à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.II.2.1.2 permet d'assurer la protection des occupants contre des effets toxique, thermique ou de surpression.

Ces effets sont variables en nature et en intensité selon la localisation du projet dans la zone R, mais l'intensité d'au moins l'un d'eux est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS).

Les protections à mettre en œuvre nécessitent la réalisation d'études spécifiques menées à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture, pour déterminer les intensités réelles au droit du projet. Ces études incluent la localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants.

- Pour un effet thermique, l'intensité à prendre en compte est calculée en [kW/m²] en cas d'effet thermique continu ou en $[(kW/m^2)^{4/3}.s]$ en cas d'effet thermique transitoire ;
- Pour un effet de surpression, l'intensité à prendre en compte est calculée en millibars [mbar], caractérisée par une déflagration ou une onde de choc avec un temps d'application à déterminer et exprimé en millisecondes [ms] ;
- Pour un effet toxique, il s'agit de la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé en coefficient d'atténuation cible $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

  Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

Le caractère combiné de plusieurs de ces effets est pris en compte, selon la situation du projet dans la zone R (cf. cartes en annexe 5 à la note de présentation).

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants

II.II.3.1 Règles d'urbanisme

II.II.3.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.II.3.1.2, tout projet sur les biens et activités existants est interdit.

En cohérence avec la mesure foncière d'expropriation (cf. Titre III-) applicable sur toute la zone R, et par référence à l'article L. 111-3 du code de l'urbanisme, la reconstruction à l'identique de tout bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans n'est pas est autorisée, quelle que soit l'origine de l'événement qui a provoqué cette destruction ou démolition. Sous réserve du respect des règles particulières de construction définies à l'article II.II.3.2, cette disposition ne s'applique pas s'il s'agit d'un bâtiment d'activité nécessitant un lien physique avec les industries à l'origine du risque industriel et qui a donc vocation à se trouver dans cette zone.

II.II.3.1.2 Prescriptions

Sont autorisés :

- les ouvrages techniques indispensables aux industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible, et sous réserve du respect des règles particulières de construction définies à l'article II.II.3.2 :
- les travaux d'entretien d'ouvrages et de constructions en lien avec les industries à l'origine du risque.

II.II.3.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet sur des biens ou activités existants à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.II.3.1.2 permet d'assurer la protection des occupants contre des effets toxique, thermique ou de surpression.

Ces effets sont variables en nature et en intensité selon la localisation du projet dans la zone R, mais l'intensité d'au moins l'un d'eux est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS).

Les protections à mettre en œuvre nécessitent la réalisation d'études spécifiques menées à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture, pour déterminer les intensités réelles au droit du projet. Ces études incluent la localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants.

- Pour un effet thermique, l'intensité à prendre en compte est calculée en [kW/m²] en cas d'effet thermique continu ou en $[(kW/m^2)^{4/3}.s]$ en cas d'effet thermique transitoire ;
- Pour un effet de surpression, l'intensité à prendre en compte est calculée en millibars [mbar], caractérisée par une déflagration ou une onde de choc avec un temps d'application à déterminer et exprimé en millisecondes [ms] ;

- Pour un effet toxique, il s'agit de la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé en coefficient d'atténuation cible $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

  Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint doit être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

Le caractère combiné de plusieurs de ces effets est pris en compte, selon la situation du projet dans la zone R (cf. cartes en annexe 5 à la note de présentation).

Chapitre III. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r1

Article 1. Définition et vocation de la zone r1

La zone « rouge clair » r1 correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est F+. Un seul aléa toxique F+ est présent dans cette zone.

L'ensemble de la zone r1 fait partie du secteur de droit à délaissement (cf. Titre III-) et fait l'objet de mesures de protection des populations (cf. Titre IV-).

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux

II.III.2.1 Règles d'urbanisme

II.III.2.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.III.2.1.2, tout nouveau projet est interdit.

II.III.2.1.2 Prescriptions

Sont autorisés, sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article II.III.2.2 :

- les ouvrages techniques en lien avec les industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible
- les infrastructures de desserte de la zone r1 ou en lien avec les industries à l'origine du risque.

II.III.2.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout nouveau projet autorisé à l'article II.III.2.1.2 permet d'assurer la protection des occupants contre un effet toxique dont l'intensité est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS).

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

Cette protection consiste en la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par le « coefficient d'atténuation cible » $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

Le calcul de l'intensité réelle de l'effet toxique est effectué par une étude spécifique à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture.

Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint doit être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone r1 en annexe A au règlement.

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants

II.III.3.1 Règles d'urbanisme

II.III.3.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.III.3.1.2, tout projet sur les biens et activités existants est interdit.

II.III.3.1.2 Prescriptions

Sont autorisés sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article II.III.3.2 et sous réserve de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux :

- des extensions liées aux activités à l'origine du risque,
- les travaux d'entretien,
- des extensions limitées, de moins de 20 m^2 de surface hors œuvre brute (SHOB) à compter de la date d'approbation du PPRT, de locaux d'activités existants, dans la mesure où la densité de personnel est faible,
- les changements de destination de bâtiments existants, s'ils ne se traduisent pas par une augmentation de la vulnérabilité des personnes et de la valeur vénale des biens.

Par référence à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme, sous réserve des dispositions propres à chaque document d'urbanisme en vigueur et sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article II.III.3.2, la reconstruction à l'identique de bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans est autorisée, sauf si cette destruction ou cette démolition a pour origine un événement lié aux risques technologiques pris en compte dans ce PPRT.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

II.III.3.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet sur les biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.III.3.1.2 permet d'assurer la protection des occupants contre un effet toxique dont l'intensité est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS).

Cette protection consiste en la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par le « coefficient d'atténuation cible » $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

Le calcul de l'intensité réelle de l'effet toxique est effectué par une étude spécifique à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture.

Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone r1 en annexe A au règlement.

Chapitre IV. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r2a

Article 1. Définition et vocation de la zone r2a

La zone « rouge clair » r2a correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est F+. Dans cette zone, en plus de l'aléa toxique de niveau fort plus (F+), un aléa de surpression de niveau faible (Fai) s'applique de manière combinée.

L'ensemble de la zone r2a fait partie du secteur de droit à délaissement (cf. Titre III-), et fait l'objet de mesures de protection des populations (cf. Titre IV-).

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux

II.IV.2.1 Règles d'urbanisme

II.IV.2.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.IV.2.1.2, tout nouveau projet est interdit.

II.IV.2.1.2 Prescriptions

Sont autorisés sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article II.IV.2.2 :

- les ouvrages techniques en lien avec les industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible,

---

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

- les infrastructures de desserte de la zone r2a ou en lien avec les industries à l'origine du risque.

II.IV.2.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout nouveau projet à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.IV.2.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet de surpression d'une intensité de **35 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;
- et un effet toxique dont l'intensité est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS), par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par le « coefficient d'atténuation cible » $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

  Le calcul de l'intensité réelle de l'effet toxique est effectué par une étude spécifique à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture.

  Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone r2a en annexe A au règlement.

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants

II.IV.3.1 Règles d'urbanisme

II.IV.3.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.IV.3.1.2, tout projet sur les biens et activités existants est interdit.

II.IV.3.1.2 Prescriptions

Sont autorisés sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article II.IV.3.2 et sous réserve de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux :

- des extensions liées aux activités à l'origine du risque,
- les travaux d'entretien,
- des extensions limitées, de moins de 20 m^2 de surface hors œuvre brute (SHOB) à compter de la date d'approbation du PPRT, de locaux d'activités existants, dans la mesure où la densité de personnel est faible,

---

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

- les changements de destination de bâtiments existants, s'ils ne se traduisent pas par une augmentation de la vulnérabilité des personnes et de la valeur vénale des biens.

Par référence à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme, sous réserve des dispositions propres à chaque document d'urbanisme en vigueur, et sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article II.IV.3.2, la reconstruction à l'identique de bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans est autorisée, sauf si cette destruction ou cette démolition a pour origine un événement lié aux risques technologiques pris en compte dans ce PPRT.

II.IV.3.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet sur les biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.IV.3.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet de surpression d'une intensité de **35 millibars** (mbar), caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;
- et un effet toxique dont l'intensité est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS), par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par le « coefficient d'atténuation cible » $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet et du niveau de perméabilité à l'air à respecter.

  Le calcul de l'intensité réelle de l'effet toxique est effectué par une étude spécifique à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture.

  Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone r2a, en annexes A et C au règlement.

Chapitre V. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r2b

Article 1. Définition et vocation de la zone r2b

La zone « rouge clair » r2b correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est F+. Dans cette zone, en plus de l'aléa toxique de niveau fort plus (F+), un aléa de surpression de niveau faible (Fai) s'applique de manière combinée.

L'ensemble de la zone r2b fait partie du secteur de droit à délaissement (cf. Titre III-), et fait l'objet de mesures de protection des populations cf. Titre IV-).

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux

II.V.2.1 Règles d'urbanisme

II.V.2.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.V.2.1.2 tout nouveau projet est interdit.

II.V.2.1.2 Prescriptions

Sont autorisés sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article II.V.2.2 :

- les ouvrages techniques en lien avec les industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible :
- les infrastructures de desserte de la zone r2b ou en lien avec les industries à l'origine du risque.

II.V.2.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout nouveau projet à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.IV.2.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet de surpression d'une intensité de **50 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;
- et un effet toxique dont l'intensité est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS), par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par le « coefficient d'atténuation cible » $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

  Le calcul de l'intensité réelle de l'effet toxique est effectué par une étude spécifique à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture.

  Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone r2b, en annexes A et C au règlement.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants

II.V.3.1 Règles d'urbanisme

II.V.3.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.V.3.1.2, tout projet sur les biens et activités existants est interdit.

II.V.3.1.2 Prescriptions

Sont autorisés sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article II.V.3.2 et sous réserve de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux :

- des extensions liées aux activités à l'origine du risque,
- les travaux d'entretien,
- des extensions limitées, de moins de 20 m^2 de surface hors œuvre brute (SHOB) à compter de la date d'approbation du PPRT, de locaux d'activités existants, dans la mesure où la densité de personnel est faible,
- les changements de destination de bâtiments existants, s'ils ne se traduisent pas par une augmentation de la vulnérabilité des personnes et de la valeur vénale des biens.

Par référence à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme, sous réserve des dispositions propres à chaque document d'urbanisme en vigueur, et sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article II.V.3.2, la reconstruction à l'identique de bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans est autorisée, sauf si cette destruction ou cette démolition a pour origine un événement lié aux risques technologiques pris en compte dans ce PPRT.

II.V.3.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet sur les biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.V.3.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet de surpression d'une intensité de **50 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms]. ;
- et un effet toxique dont l'intensité est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS), par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par le « coefficient d'atténuation cible » $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

  Le calcul de l'intensité réelle de l'effet toxique est effectué par une étude spécifique à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture.

  Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les carte des sources pour la zone r2b, en annexes A et C au règlement.

Chapitre VI. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r3

Article 1. Définition et vocation de la zone r3

La zone « rouge clair » r3 correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est F+. Dans cette zone, en plus d'un aléa toxique de niveau fort plus (F+) et d'un aléa de surpression de niveau faible (Fai), un aléa thermique de niveau moyen plus (M+) s'applique de manière combinée.

L'ensemble de la zone r3 fait partie du secteur de droit à délaissement (cf. Titre III-), et fait l'objet de mesures de protection des populations (cf. Titre IV-).

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux

II.VI.2.1 Règles d'urbanisme

II.VI.2.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.VI.2.1.2, tout nouveau projet est interdit.

II.VI.2.1.2 Prescriptions

Sont autorisés sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article II.VI.2.2 :

- les ouvrages techniques en lien avec les industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible :
- les infrastructures de desserte de la zone r3 ou en lien avec les industries à l'origine du risque.

II.VI.2.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout nouveau projet à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.VI.2.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet thermique continu d'une intensité de **5 kW/m²** et transitoire d'une intensité de **1000 [(kW/m²)$^{4/3}$.s]** ;
- un effet de surpression d'une intensité de **50 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;
- et un effet toxique dont l'intensité est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS), par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par le « coefficient d'atténuation cible » $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

Le calcul de l'intensité réelle de l'effet toxique est effectué par une étude spécifique à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture.

Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone r3, en annexes A, B et C au règlement.

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants

II.VI.3.1 Règles d'urbanisme

II.VI.3.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.VI.3.1.2, tout projet sur les biens et activités existants est interdit.

II.VI.3.1.2 Prescriptions

Sont autorisés sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article II.VI.3.2 et, sous réserve de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux :

- des extensions liées aux activités à l'origine du risque,
- les travaux d'entretien,
- des extensions limitées, de moins de 20 m^2 de surface hors œuvre brute (SHOB) à compter de la date d'approbation du PPRT, de locaux d'activités existants, dans la mesure où la densité de personnel est faible,
- les changements de destination de bâtiments existants, s'ils ne se traduisent pas par une augmentation de la vulnérabilité des personnes et de la valeur vénale des biens.

Par référence à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme, et sous réserve des dispositions propres à chaque document d'urbanisme en vigueur, et sous réserve de respecter les règles de construction définies à l'article II.VI.3.2, la reconstruction à l'identique de bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans est autorisée, sauf si cette destruction ou cette démolition a pour origine un événement lié aux risques technologiques pris en compte dans ce PPRT.

II.VI.3.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet sur les biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.VI.3.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet thermique continu d'une intensité de **5 kW/m²** et transitoire d'une intensité de **1000 $[(kW/m^2)^{4/3}.s]$** ;
- un effet de surpression d'une intensité de **50 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;

- et un effet toxique dont l'intensité est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS), par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par le « coefficient d'atténuation cible » $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

  Le calcul de l'intensité réelle de l'effet toxique est effectué par une étude spécifique à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture.

  Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone r3 en annexes A, B et C au règlement.

Chapitre VII. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r4

Article 1. Définition et vocation de la zone r4

La zone « rouge clair » r4 correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est F+. Dans cette zone, en plus d'un aléa toxique de niveau fort plus (F+), et d'un aléa de surpression de niveau faible (Fai) à moyen plus (M+), un aléa thermique de niveau nul à fort plus (F+) s'applique de manière combinée. Aucun enjeu n'existe dans cette zone à la date d'approbation du PPRT.

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux

II.VII.2.1 Règles d'urbanisme

Aucun projet nouveau n'est autorisé.

II.VII.2.2 Règles de construction

Sans objet.

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants

Sans objet.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

Chapitre VIII. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B1a

Article 1. Définition et vocation de la zone B1a

La zone « bleu foncé » B1a correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est de niveau moyen plus (M+). Seul l'aléa toxique de niveau moyen plus (M+) est présent dans cette zone.

La zone B1a est une zone de maîtrise de l'évolution de l'urbanisation, afin de ne pas augmenter sensiblement la population exposée aux risques, selon les dispositions précisées ci-après.

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux

II.VIII.2.1 Règles d'urbanisme

II.VIII.2.1.1 Interdictions

Sont interdits dans cette zone :

- les établissements recevant du public,
- les opérations d'aménagement,
- les travaux soumis à permis d'aménagement
- les travaux soumis à permis groupé,
- les locaux ou immeubles collectifs,
- les habitations légères de loisirs.

II.VIII.2.1.2 Prescriptions

Sont autorisées dans cette zone, sous réserve de respecter les règles particulières de construction définies à l'article II.VIII.2.2 , et à l'exception des projets cités à l'article II.VIII.2.1.1 :

- les constructions, en faible densité, à l'intérieur des dents creuses(*)
- les ouvrages techniques en lien avec les industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible
- les infrastructures.

II.VIII.2.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout nouveau projet à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.VIII.2.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour :

- un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
    - $\mathbf{n_{50,1} = 8}$ **ou** $\mathbf{n_{50,2} = 4,3}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
    - $\mathbf{n_{50,3} = 8}$ **ou** $\mathbf{n_{50,4} = 3,5}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,

(*) Une dent creuse est une surface très limitée non construite, située au sein d'un espace déjà urbanisé de taille bien supérieure. La faible densité se rapporte aux constructions comme aux populations.

- **$A_{tt}^{(*)}$ = 13 %** pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone B1a en annexe A au règlement.

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants

II.VIII.3.1 Règles d'urbanisme

II.VIII.3.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.VIII.3.1.2, tout projet sur les biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT est interdit.

II.VIII.3.1.2 Prescriptions

Sont autorisés dans cette zone, sous réserve de respecter les règles particulières de construction définies à l'article II.VIII.3.2 :

- les travaux d'entretien ;
- les aménagements de constructions existantes non destinées à accueillir de nouvelles populations et les extensions limitées, de moins de 20 m^2 de surface hors œuvre brute (SHOB) à compter de la date d'approbation du PPRT, dans la mesure où la densité de personnel est faible ;
- par référence à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme, et sous réserve des dispositions propres à chaque document d'urbanisme en vigueur, la reconstruction à l'identique de bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans ;

et, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée :

- les changements de destination des bâtiments existants ;

II.VIII.3.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet sur les biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.VIII.3.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour :

- un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
  - **$n_{50,1}$ = 8 ou $n_{50,2}$ = 4,3** (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
  - **$n_{50,3}$ = 8 ou $n_{50,4}$ = 3,5** (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,

---

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

- **$A_{tt}^{(*)}$ = 13 %** pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone B1a en annexe A au règlement.

Chapitre IX. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B1b

Article 1. Définition et vocation de la zone B1b

La zone « bleu foncé » B1b correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est de niveau moyen plus (M+). Seul l'aléa toxique de niveau moyen plus (M+) est présent dans cette zone.

La zone B1b est une zone de maîtrise de l'évolution de l'urbanisation, afin de ne pas augmenter sensiblement la population exposée aux risques, selon les dispositions précisées ci-après.

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux

II.IX.2.1 Règles d'urbanisme

II.IX.2.1.1 Interdictions

Sont interdits dans cette zone :

- les établissements recevant du public,
- les opérations d'aménagement,
- les travaux soumis à permis d'aménagement
- les travaux soumis à permis groupé,
- les locaux ou immeubles collectifs,
- les habitations légères de loisirs.

II.IX.2.1.2 Prescriptions

Sont autorisées dans cette zone, sous réserve de respecter les règles particulières de construction définies à l'article II.IX.2.2, et à l'exception des projets cités à l'article II.IX.2.1.1:

- les constructions, en faible densité, à l'intérieur des dents creuses[(*)]
- les ouvrages techniques en lien avec les industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible
- les infrastructures.

[(*)] le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

[(*)]Une dent creuse est une surface très limitée non construite, située au sein d'un espace déjà urbanisé de taille bien supérieure. La faible densité se rapporte aux constructions comme aux populations.

II.IX.2.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout nouveau projet à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.IX.2.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour :

- un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
  - $\mathbf{n_{50,1} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,2} = 2,5}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
  - $\mathbf{n_{50,3} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,4} = 2,1}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,
  - $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ **= 8 %** pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone B1b en annexe A au règlement.

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants

II.IX.3.1 Règles d'urbanisme

II.IX.3.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.IX.3.1.2, tout projet sur les biens et activités existants est interdit.

II.IX.3.1.2 Prescriptions

Sont autorisés dans cette zone, sous réserve de respecter les règles particulières de construction définies à l'article II.IX.3.2 :

- les travaux d'entretien ;
- les aménagements de constructions existantes non destinées à accueillir de nouvelles populations et les extensions limitées, de moins de 20 m^2 de surface hors œuvre brute (SHOB) à compter de la date d'approbation du PPRT, dans la mesure où la densité de personnel est faible ;
- par référence à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme, et sous réserve des dispositions propres à chaque document d'urbanisme en vigueur, la reconstruction à l'identique de bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans ;

et, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée :

- les changements de destination des bâtiments existants ;

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

II.IX.3.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet sur les biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.IX.3.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour :

- un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
  - $\mathbf{n_{50,1} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,2} = 2,5}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
  - $\mathbf{n_{50,3} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,4} = 2,1}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,
  - $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ **= 8 %** pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone B1b en annexe A au règlement.

Chapitre X. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B1c

Article 1. Définition et vocation de la zone B1c

La zone « bleu foncé » B1c correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est de niveau moyen plus (M+). Seul l'aléa toxique de niveau moyen plus (M+) est présent dans cette zone.

La zone B1c est une zone de maîtrise de l'évolution de l'urbanisation, afin de ne pas augmenter sensiblement la population exposée aux risques, selon les dispositions précisées ci-après.

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux

II.X.2.1 Règles d'urbanisme

II.X.2.1.1 Interdictions

Sont interdits dans cette zone :

- les établissements recevant du public,
- les opérations d'aménagement,
- les travaux soumis à permis d'aménagement
- les travaux soumis à permis groupé,
- les locaux ou immeubles collectifs,
- les habitations légères de loisirs.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

II.X.2.1.2 Prescriptions

Sont autorisées dans cette zone, sous réserve de respecter les règles particulières de construction définies à l'article II.X.2.2, et à l'exception des projets cités à l'article II.X.2.1.1 :

- les constructions, en faible densité, à l'intérieur des dents creuses(*)
- les ouvrages techniques en lien avec les industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible
- les infrastructures.

II.X.2.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout nouveau projet à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.X.2.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour :

- un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
  - $\mathbf{n_{50,1} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,2} = 1,6}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
  - $\mathbf{n_{50,3} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,4} = 1,3}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,
  - $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ **= 5 %** pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone B1c en annexe A au règlement.

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants

II.X.3.1 Règles d'urbanisme

II.X.3.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.X.3.1.2, tout projet sur les biens et activités existants est interdit.

II.X.3.1.2 Prescriptions

Sont autorisés dans cette zone, sous réserve de respecter les règles particulières de construction définies à l'article II.X.3.2 :

- les travaux d'entretien ;

(*) Une dent creuse est une surface très limitée non construite, située au sein d'un espace déjà urbanisé de taille bien supérieure. La faible densité se rapporte aux constructions comme aux populations.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

- les aménagements de constructions existantes non destinées à accueillir de nouvelles populations et les extensions limitées, de moins de 20 m^2 de surface hors œuvre brute (SHOB) à compter de la date d'approbation du PPRT, dans la mesure où la densité de personnel est faible ;
- par référence à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme, et sous réserve des dispositions propres à chaque document d'urbanisme en vigueur, la reconstruction à l'identique de bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans ;

et, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée :

- les changements de destination des bâtiments existants ;

II.X.3.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet sur les biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.X.3.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour :

- un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
  - $\mathbf{n_{50,1} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,2} = 1,6}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
  - $\mathbf{n_{50,3} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,4} = 1,3}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,
  - $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ **= 5 %** pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone B1c en annexe A au règlement.

Chapitre XI. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B2a

Article 1. Définition et vocation de la zone B2a

La zone « bleu foncé » B2a correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est de niveau moyen plus (M+). Dans cette zone, en plus de l'aléa toxique de niveau moyen plus (M+), l'aléa de surpression de niveau faible (Fai) s'applique de manière combinée.

La zone B2a est une zone de maîtrise de l'évolution de l'urbanisation, afin de ne pas augmenter sensiblement la population exposée aux risques, selon les dispositions précisées ci-après.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux

II.XI.2.1 Règles d'urbanisme

II.XI.2.1.1 Interdictions

Sont interdits dans cette zone :

- les établissements recevant du public,
- les opérations d'aménagement,
- les travaux soumis à permis d'aménagement
- les travaux soumis à permis groupé,
- les locaux ou immeubles collectifs,
- les habitations légères de loisirs.

II.XI.2.1.2 Prescriptions

Sont autorisées dans cette zone, sous réserve de respecter les règles particulières de construction définies à l'article II.XI.2.2, et à l'exception des projets cités à l'article II.XI.2.1.1 :

- les constructions, en faible densité, à l'intérieur des dents creuses(*)
- les ouvrages techniques en lien avec les industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible
- les infrastructures.

II.XI.2.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout nouveau projet à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.XI.2.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet de surpression d'une intensité de **35 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;
- et un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
    - $\mathbf{n_{50,1} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,2} = 1,6}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
    - $\mathbf{n_{50,3} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,4} = 1,3}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,
    - $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ **= 5 %** pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

(*) Une dent creuse est une surface très limitée non construite, située au sein d'un espace déjà urbanisé de taille bien supérieure. La faible densité se rapporte aux constructions comme aux populations.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone B2a, en annexes A et C au règlement.

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants

II.XI.3.1 Règles d'urbanisme

II.XI.3.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.XI.3.1.2, tout projet sur les biens et activités existants est interdit.

II.XI.3.1.2 Prescriptions

Sont autorisés dans cette zone, sous réserve de respecter les règles particulières de construction définies à l'article II.XI.3.2 :

- les travaux d'entretien ;
- les aménagements de constructions existantes non destinées à accueillir de nouvelles populations et les extensions limitées, de moins de 20 m^2 de surface hors œuvre brute (SHOB) à compter de la date d'approbation du PPRT, dans la mesure où la densité de personnel est faible ;
- par référence à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme, et sous réserve des dispositions propres à chaque document d'urbanisme en vigueur, la reconstruction à l'identique de bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans ;

et, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée :

- les changements de destination des bâtiments existants ;

II.XI.3.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet sur les biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.XI.3.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet de surpression d'une intensité de **35 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;
- et un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
  - $\mathbf{n_{50,1} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,2} = 1,6}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
  - $\mathbf{n_{50,3} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,4} = 1,3}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,
  - $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ **= 5 %** pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone B2a, en annexes A et C au règlement.

Chapitre XII. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B2b

Article 1. Définition et vocation de la zone B2b

La zone « bleu foncé » B2b correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est de niveau moyen plus (M+). Dans cette zone, en plus de l'aléa toxique de niveau moyen plus (M+), l'aléa de surpression de niveau faible (Fai) s'applique de manière combinée.

La zone B2b est une zone de maîtrise de l'évolution de l'urbanisation, afin de ne pas augmenter sensiblement la population exposée aux risques, selon les dispositions précisées ci-après.

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux

II.XII.2.1 Règles d'urbanisme

II.XII.2.1.1 Interdictions

Sont interdits dans cette zone :

- les établissements recevant du public,
- les opérations d'aménagement,
- les travaux soumis à permis d'aménagement
- les travaux soumis à permis groupé,
- les locaux ou immeubles collectifs,
- les habitations légères de loisirs.

II.XII.2.1.2 Prescriptions

Sont autorisées dans cette zone, sous réserve de respecter les règles particulières de construction définies à l'article II.XII.2.2, et à l'exception des projets cités à l'article II.XII.2.1.1 :

- les constructions, en faible densité, à l'intérieur des dents creuses(*)
- les ouvrages techniques en lien avec les industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible
- les infrastructures.

II.XII.2.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout nouveau projet à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.XII.2.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet de surpression d'une intensité de **50 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;

(*) Une dent creuse est une surface très limitée non construite, située au sein d'un espace déjà urbanisé de taille bien supérieure. La faible densité se rapporte aux constructions comme aux populations.

- et un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
    - $\mathbf{n_{50,1} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,2} = 1,6}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
    - $\mathbf{n_{50,3} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,4} = 1,3}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,
    - $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ **= 5 %** pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone B2b, en annexes A et C au règlement.

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants

II.XII.3.1 Règles d'urbanisme

II.XII.3.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.XII.3.1.2, tout projet sur les biens et activités existants est interdit.

II.XII.3.1.2 Prescriptions

Sont autorisés dans cette zone, sous réserve de respecter les règles particulières de construction définies à l'article II.XII.3.2 :

- les travaux d'entretien ;
- les aménagements de constructions existantes non destinées à accueillir de nouvelles populations et les extensions limitées, de moins de 20 m^2 de surface hors œuvre brute (SHOB) à compter de la date d'approbation du PPRT, dans la mesure où la densité de personnel est faible ;
- par référence à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme, et sous réserve des dispositions propres à chaque document d'urbanisme en vigueur, la reconstruction à l'identique de bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans ;

et, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée :

- les changements de destination des bâtiments existants ;

II.XII.3.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet sur les biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.XII.3.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet de surpression d'une intensité de **50 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

- et un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
    - $\mathbf{n_{50,1} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,2} = 1,6}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
    - $\mathbf{n_{50,3} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,4} = 1,3}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,
    - $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ **= 5 %** pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone B2b, en annexes A et C au règlement.

Chapitre XIII. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B3

Article 1. Définition et vocation de la zone B3

La zone « bleu foncé » B3 correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est de niveau moyen plus (M+). Dans cette zone, en plus de l'aléa toxique de niveau moyen plus (M+), de l'aléa de surpression de niveau faible (Fai), un aléa thermique de niveau moyen plus (M+) s'applique de manière combinée.

La zone B3 est une zone de maîtrise de l'évolution de l'urbanisation, afin de ne pas augmenter sensiblement la population exposée aux risques, selon les dispositions précisées ci-après.

Article 2. Dispositions applicables aux projets nouveaux

II.XIII.2.1 Règles d'urbanisme

II.XIII.2.1.1 Interdictions

Sont interdits dans cette zone :

- les établissements recevant du public,
- les opérations d'aménagement,
- les travaux soumis à permis d'aménagement
- les travaux soumis à permis groupé,
- les locaux ou immeubles collectifs,
- les habitations légères de loisirs.

II.XIII.2.1.2 Prescriptions

Sont autorisées dans cette zone, sous réserve de respecter les règles particulières de construction définies à l'article II.XIII.2.2, et à l'exception des projets cités à l'article II.XIII.2.1.1 :

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

- les constructions, en faible densité, à l'intérieur des dents creuses(*)
- les ouvrages techniques en lien avec les industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible
- les infrastructures.

II.XIII.2.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout nouveau projet à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'article II.XIII.2.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet thermique continu d'une intensité de **5 kW/m²** et transitoire d'une intensité de **1000 [(kW/m²)$^{4/3}$.s]** ;
- un effet de surpression d'une intensité de **50 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;
- et un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
  - $\mathbf{n_{50,1} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,2} = 1,6}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
  - $\mathbf{n_{50,3} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,4} = 1,3}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,
  - $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ **= 5 %** pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone B3, en annexes A, B et C au règlement.

Article 3. Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existants

II.XIII.3.1 Règles d'urbanisme

II.XIII.3.1.1 Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.XIII.3.1.2, tout projet sur les biens et activités existants est interdit.

II.XIII.3.1.2 Prescriptions

Sont autorisés dans cette zone, sous réserve de respecter les règles particulières de construction définies à l'article II.XIII.3.2 :

- les travaux d'entretien ;

(*) Une dent creuse est une surface très limitée non construite, située au sein d'un espace déjà urbanisé de taille bien supérieure. La faible densité se rapporte aux constructions comme aux populations.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

- les aménagements de constructions existantes non destinées à accueillir de nouvelles populations et les extensions limitées, de moins de 20 m^2 de surface hors œuvre brute (SHOB) à compter de la date d'approbation du PPRT, dans la mesure où la densité de personnel est faible ;
- par référence à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme, et sous réserve des dispositions propres à chaque document d'urbanisme en vigueur, la reconstruction à l'identique de bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans ;

et, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée :

- les changements de destination des bâtiments existants ;

II.XIII.3.2 Règles de construction

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet sur les biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT autorisé à l'articleII.XIII.3.1.2 permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet thermique continu d'une intensité de **5 kW/m²** et transitoire d'une intensité de **1000 [(kW/m²)$^{4/3}$.s]** ;
- un effet de surpression d'une intensité de **50 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;
- et un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
  - $\mathbf{n_{50,1} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,2} = 1,6}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
  - $\mathbf{n_{50,3} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,4} = 1,3}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,
  - $\mathbf{A_{tt}^{(*)} = 5\ \%}$ pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone B3, en annexes A, B et C au règlement.

Chapitre XIV. Dispositions applicables en zone grisée

Article 1. Définition de la zone grisée

La zone grisée correspond à l'emprise foncière des installations l'origine du risque technologique objet du présent PPRT (cf. note de présentation).

Toute modification du périmètre de cette zone grisée nécessite la mise en révision du présent PPRT selon les modalités de l'article R.515-47 du Code de l'environnement.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

Article 2. Règles d'urbanisme et de construction

II.XIV.2.1Interdictions

Exceptés ceux autorisés dans l'article II.XIV.2.2, tous les projets nouveaux sont interdits.

II.XIV.2.2 Prescriptions

Sont autorisés, sous réserve de l'application des autres réglementations (liées aux Installations Classées pour l'Environnement, à l'Inspection du travail, ...) et sous réserve qu'ils n'aggravent pas les risques identifiés dans ce PPRT à l'extérieur du périmètre de la zone grisée :

- les projets d'infrastructure, d'équipement ou de construction, nouveaux ou sur des biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT, en lien direct avec les industries existantes dans la zone à l'origine du risque.

Article 3. Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation

Les interdictions, les conditions et les prescriptions particulières d'utilisation et d'exploitation sont fixées dans les arrêtés d'autorisation.

Titre III- Mesures foncières

Chapitre I. Les mesures définies

Article 1. Champ d'application des mesures définies

Les mesures définies dans le présent chapitre concernent exclusivement les biens de nature immobilière, limités aux terrains bâtis, bâtiments ou parties de bâtiment, appartenant à des propriétaires privés ainsi qu'au domaine privé des personnes publiques. Ne sont pas visés par ces mesures, les terrains nus à la date d'approbation de ce PPRT et les biens immobiliers appartenant au domaine public de l'État ou d'une collectivité.

Article 2. Expropriation pour cause d'utilité publique

En application de l'article L.515-16-III du code de l'environnement, *« en raison de l'existence de risques importants d'accidents cinétiques rapides présentant un danger très grave pour la vie humaine »*, il est instauré un secteur d'expropriation s'appliquant aux biens immobiliers et droits réels immobiliers définis à l' article 1 de ce chapitre et situés dans la surface définie dans le plan de zonage règlementaire par un périmètre délimité par un pointillé et repérée par la mention de « secteur d'expropriation ».

Article 3. Instauration du droit de délaissement

En application de l'article L.515-16-II du code de l'environnement, *« en raison de l'existence de risques importants d'accidents cinétiques rapides présentant un danger grave pour la vie humaine »*, il est instauré un droit de délaissement des biens immobiliers, définis à l'article 1 de ce chapitre, existants à la date d'approbation du plan et situés dans la surface définie dans le plan de zonage règlementaire par le périmètre délimité par un pointillé et repérée par la mention de « secteur de délaissement ».

Ce droit s'exerce dans les conditions définies aux articles L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Chapitre II. L'échéancier de mise en œuvre des mesures

Il n'est pas défini de critère spécifique pour l'échéancier de mise en œuvre de ces mesures (cf. note de présentation sur la procédure de mise en œuvre des mesures foncières).

Titre IV- Mesures de protection des populations

Chapitre I. Mesures relatives à l'aménagement des biens existants

Article 1. Dispositions applicables en zone « rouge foncé » R

En application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, pour les biens existant à la date d'approbation du PPRT et situés dans la zone R, non inscrits dans le secteur d'expropriation ou qui, par leur statut à la date d'approbation du PPRT, ne peuvent faire l'objet d'une mesure d'expropriation définie dans le chapitre I du titre III, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens contre des effets toxique, thermique ou de surpression.

Ces effets sont variables en nature et en intensité selon la localisation du projet dans la zone R, mais l'intensité d'au moins l'un d'eux est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS).

Les protections à mettre en œuvre nécessitent la réalisation d'études spécifiques menées à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture, pour déterminer les intensités réelles au droit du projet. Ces études incluent la localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants.

- Pour un effet thermique, l'intensité à prendre en compte est calculée en [kW/m²] en cas d'effet thermique continu et en $[(kW/m^2)^{4/3}.s]$ en cas d'effet thermique transitoire ;
- Pour un effet de surpression, l'intensité à prendre en compte est calculée en millibars [mbar], caractérisée par une déflagration ou une onde de choc avec un temps d'application à déterminer et exprimé en millisecondes [ms] ;
- Pour un effet toxique, il s'agit de la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé en coefficient d'atténuation cible $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

  Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

Le caractère combiné de plusieurs de ces effets est pris en compte, selon la situation du bien existant dans la zone R (cf. cartes en annexe 5 à la note de présentation).

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse dix pour cent de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

Article 2. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r1

En application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, pour les biens existant à la date d'approbation du PPRT et situés dans la zone r1, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens contre un effet toxique dont l'intensité est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS).

Cette protection consiste en la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par le « coefficient d'atténuation cible » $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

Le calcul de l'intensité réelle de l'effet toxique est effectué par une étude spécifique à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture.

Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone r1 en annexe A au règlement.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse dix pour cent de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Article 3. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r2a

En application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, pour les biens existant à la date d'approbation du PPRT et situés dans la zone r2a, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet de surpression d'une intensité de **35 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;
- et un effet toxique dont l'intensité est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS), par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par le « coefficient d'atténuation cible » $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

  Le calcul de l'intensité réelle de l'effet toxique est effectué par une étude spécifique à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture.

  Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone r2a, en annexes A et C au règlement.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse dix pour cent de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Article 4. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r2b

En application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, pour les biens existant à la date d'approbation du PPRT et situés dans la zone r2b, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet de surpression d'une intensité de **50 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms]. ;
- et un effet toxique dont l'intensité est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS), par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par le « coefficient d'atténuation cible » $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

  Le calcul de l'intensité réelle de l'effet toxique est effectué par une étude spécifique à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture.

  Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone r2b, en annexes A et C au règlement.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse dix pour cent de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Article 5. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r3

En application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, pour les biens existant à la date d'approbation du PPRT et situés dans la zone r3, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens pour, de manière combinée :

- un effet thermique continu d'une intensité de **5 kW/m²** et transitoire d'une intensité de **1000 $[(kW/m^2)^{4/3}.s]$** ;
- un effet de surpression d'une intensité de **50 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

- et un effet toxique dont l'intensité est de niveau « très grave » et dépasse le « seuil des effets létaux significatifs » (SELS), par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par le « coefficient d'atténuation cible » $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

  Le calcul de l'intensité réelle de l'effet toxique est effectué par une étude spécifique à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture.

  Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone r3, en annexes A, B et C au règlement.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse dix pour cent de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Article 6. Dispositions applicables en zone « rouge clair » r4

Sans objet. Cette zone ne contient pas de biens immobiliers existants à la date d'approbation du PPRT.

Article 7. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B1a

IV.I.7.1 Définition et vocation de la zone B1a

La zone « bleu foncé » B1a correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est de niveau moyen plus (M+). Seul l'aléa toxique de niveau moyen plus (M+) est présent dans cette zone.

IV.I.7.2 Champ d'application des dispositions

Les bâtiments existant à la date d'approbation du PPRT visés par l'article 7 de ce chapitre sont :

- les établissements recevant du public,
- les locaux d'activités
- les bâtiments autres que d'habitation abritant des personnes.

IV.I.7.3 Mesures de protection

En application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT, situés dans la zone B1a et cités à l'article IV.I.7.2, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens pour :

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

- un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ **= 13 %**. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone B1a en annexe A au règlement.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse dix pour cents de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Article 8. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B1b

IV.I.8.1 Définition et vocation de la zone B1b

La zone « bleu foncé » B1b correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est de niveau moyen plus (M+). Seul l'aléa toxique de niveau moyen plus (M+) est présent dans cette zone.

IV.I.8.2 Champ d'application des dispositions

Les bâtiments existant à la date d'approbation du PPRT visés par l'article 8 de ce chapitre sont :

- les établissements recevant du public,
- les locaux d'activités
- les bâtiments autres que d'habitation abritant des personnes.

IV.I.8.3 Mesures de protection

En application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT, situés dans la zone B1b et cités à l'article IV.I.8.2, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens pour :

- un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance $\mathbf{A_{tt}}$ **= 8 %**. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone B1b en annexe A au règlement.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse dix pour cents de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

Article 9. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B1c

IV.I.9.1 Définition et vocation de la zone B1c

La zone « bleu foncé » B1c correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est de niveau moyen plus (M+). Seul l'aléa toxique de niveau moyen plus (M+) est présent dans cette zone.

IV.I.9.2 Champ d'application des dispositions

Les bâtiments existant à la date d'approbation du PPRT visés par l'article 9 de ce chapitre sont :

- les établissements recevant du public,
- les locaux d'activités,
- les bâtiments autres que d'habitation abritant des personnes.

IV.I.9.3 Mesures de protection

En application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT, situés dans la zone B1c et cités à l'article IV.I.9.2, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens pour :

- un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance $\mathbf{A_{tt}}^{(*)} = \mathbf{5\ \%}$. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans la carte des sources pour la zone B1c en annexe A au règlement.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse dix pour cents de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Article 10. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B2a

IV.I.10.1 Définition et vocation de la zone B2a

La zone « bleu foncé » B2a correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est de niveau moyen plus (M+). Dans cette zone, en plus de l'aléa toxique de niveau moyen plus (M+), l'aléa de surpression de niveau faible (Fai) s'applique de manière combinée.

IV.I.10.2 Champ d'application des dispositions

Les bâtiments existant à la date d'approbation du PPRT visés par l'article 10 de ce chapitre sont :

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

- les établissements recevant du public,
- les locaux d'activités
- les bâtiments autres que d'habitation abritant des personnes.

IV.I.10.3 Mesures de protection

En application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT, situés dans la zone B2a et cités à l'article IV.I.10.2, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens, de manière combinée pour :

- un effet de surpression d'une intensité de **35 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;
- et un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance $\mathbf{A_{tt}}^{(*)}$ **= 5 %**. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone B2a, en annexes A et C au règlement.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse dix pour cents de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Article 11. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B2b

IV.I.11.1 Définition et vocation de la zone B2b

La zone « bleu foncé » B2b correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est de niveau moyen plus (M+). Dans cette zone, en plus de l'aléa toxique de niveau moyen plus (M+), l'aléa de surpression de niveau faible (Fai) s'applique de manière combinée.

IV.I.11.2 Champ d'application des dispositions

Les bâtiments existant à la date d'approbation du PPRT visés par l'article 11 de ce chapitre sont :

- les établissements recevant du public,
- les locaux d'activités
- les bâtiments autres que d'habitation abritant des personnes.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

IV.I.11.3 Mesures de protection

En application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT, situés dans la zone B2b et cités à l'article IV.I.11.2, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens, de manière combinée pour :

- un effet de surpression d'une intensité de **50 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;
- et un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance $\mathbf{A_{tt}}^{(*)} = \mathbf{5\ \%}$. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone B2b, en annexe A et C au règlement.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse dix pour cents de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Article 12. Dispositions applicables en zone « bleu foncé » B3

IV.I.12.1 Définition et vocation de la zone B3

La zone « bleu foncé » B3 correspond dans le PPRT à une zone dont l'aléa majorant est de niveau moyen plus (M+). Dans cette zone, en plus de l'aléa toxique de niveau moyen plus (M+), de l'aléa de surpression de niveau faible (Fai), un aléa thermique de niveau moyen plus (M+) s'applique de manière combinée.

IV.I.12.2 Champ d'application des dispositions

Les bâtiments existant à la date d'approbation du PPRT visés par l'article 12 de ce chapitre sont :

- les établissements recevant du public,
- les locaux d'activités
- les bâtiments abritant des personnes, y compris les logements.

IV.I.12.3 Mesures de protection

En application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT, situés dans la zone B3 et cités à l'article , des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens, de manière combinée pour :

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

- un effet thermique continu d'une intensité de **5 kW/m²** et transitoire d'une intensité de **1000 [(kw/m²)$^{4/3}$.s]** ;
- un effet de surpression d'une intensité de **50 millibars** [mbar], caractérisé à la source par une onde de choc avec un temps d'application de 20 à 100 millisecondes [ms] ;
- et un effet toxique, par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec les objectifs de performance suivants selon l'usage des bâtiments :
  - $\mathbf{n_{50,1} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,2} = 1,6}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations individuelles,
  - $\mathbf{n_{50,3} = 8}$ ou $\mathbf{n_{50,4} = 1,3}$ (en vol/h à 50 Pascals) pour les habitations collectives,
  - $\mathbf{A_{tt}^{(*)} = 5\ \%}$ pour les autres bâtiments dont l'usage n'est pas l'habitation. Un calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que cet objectif de performance soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1b du règlement.

La localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte dans la protection des occupants est indiquée dans les cartes des sources pour la zone B3, en annexes A, B et C au règlement.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse dix pour cent de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Chapitre II. Mesures relatives à l'utilisation et à l'exploitation

Article 1. Dispositions applicables en zone « rouge foncé » R

Les mesures sur l'usage des infrastructures des équipements et des établissements, au regard des risques très graves pour les personnes encourus dans cette zone, sont les suivantes.

IV.II.1.1 Interdictions

Sont interdits dans la zone R, toutes occupations, constructions, travaux, dépôts, installations et activités de quelque nature et notamment :

- l'arrêt et le stationnement de caravanes, résidences mobiles ou bâtiments modulaires occupés en permanence ou temporairement par des personnes
- tout usage des terrains susceptible d'aggraver l'exposition des personnes aux risques
- tout rassemblement ou manifestation de nature à exposer un public venant de l'extérieur
- tout arrêt ou stationnement susceptible d'augmenter, même temporairement, l'exposition des personnes et plus particulièrement l'arrêt ou le stationnement de véhicules de transport de matières dangereuses en transit dans la zone R,
- la création d'itinéraires pédestres (cheminements sportifs, de randonnées, piétons) ou de voies cyclables

Les mesures de restriction de stationnement, ne s'appliquent pas aux résidents de la zone R, ni aux personnes qui ont des motifs de s'y rendre pour leurs activités.

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

IV.II.1.2 Prescriptions

Des dispositifs d'information des usagers des voies de la traversée d'une zone de danger très grave seront installés le long des différentes voiries, à l'entrée du secteur de la zone R, par les propriétaires respectifs de ces voiries. Ces dispositifs devront respecter la réglementation en vigueur en matière de signalisation routière.

Une signalisation interdisant l'arrêt ou le stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses en transit sera également mise en place dans la zone R.

Ces prescriptions doivent être réalisées dans les 5 ans après l'approbation du PPRT.

Article 2. Dispositions applicables en zones « rouge clair » r1, r2a, r2b, r3 et r4

IV.II.2.1 Interdictions

Sont interdits dans les zones r (r1, r2a, r2b, r3 et r4), toutes occupations, constructions, travaux, dépôts, installations et activités de nature à augmenter la population exposée venant de l'extérieur de ces zones par :

- le stationnement de caravanes, résidences mobiles ou bâtiments modulaires occupés en permanence ou temporairement par des personnes,
- tout usage des terrains susceptible d'aggraver l'exposition des personnes aux risques,
- tout rassemblement ou manifestation de nature à exposer un public venant de l'extérieur de ces zones,
- tout stationnement susceptible d'augmenter, même temporairement, l'exposition des personnes et plus particulièrement l'arrêt ou le stationnement de véhicules de transport de matières dangereuses en transit dans les zones r,
- la création d'itinéraires pédestres (cheminements sportifs, de randonnées, piétons) ou de voies cyclables.

Les mesures de restriction de stationnement ne s'appliquent pas aux résidents de ces zones, ni aux personnes qui ont des motifs de s'y rendre pour leurs activités.

IV.II.2.2 Prescriptions

Des dispositifs d'information des usagers des voies de la traversée d'une zone de danger grave seront installés le long des différentes voiries, à l'entrée de la zone r1, par les propriétaires respectifs de ces voiries. Ces dispositifs devront respecter la réglementation en vigueur en matière de signalisation routière.

Une signalisation interdisant le stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses en transit sera également mise en place dans toutes les zones r.

Ces prescriptions doivent être réalisées dans les 5 ans après l'approbation du PPRT.

Titre V- Servitudes d'utilité publique

Il n'existe pas de servitude d'utilité publique instaurée par l'article L. 515-8 du code de l'environnement et par les articles L. 5111-1 et L. 5111-7 du code de la défense dans le périmètre d'exposition aux risques du PPRT.

Annexes

- Annexe A : Cartographies des caractéristiques (intensités et sources) du phénomène dangereux **toxique** s'appliquant sur le périmètre d'exposition aux risques du PPRT
- Annexe B : Cartographies des caractéristiques (intensités et sources) du phénomène dangereux **thermique** s'appliquant sur le périmètre d'exposition aux risques du PPRT
- Annexe C : Cartographies des caractéristiques (intensités et sources) du phénomène dangereux de **surpression** s'appliquant sur le périmètre d'exposition aux risques du PPRT

- Annexe n°1 : Méthodes pour déterminer l'objectif de performance à respecter et contenu de l'étude à réaliser pour vérifier l'atteinte de cet objectif pour l'effet **toxique**.
- Annexe n°1a : Définition d'un « dispositif de confinement correctement dimensionné ».
- Annexe n°1b : Cahier des charges pour la réalisation du calcul du niveau de perméabilité à l'air requis pour les constructions à destination d'ERP ou activités en vue d'atteindre le coefficient d'atténuation cible : Att %
- Annexe n°1c : Précisions sur la définition de l’exposition d’un local de confinement

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires

Vu pour être annexé à mon arrêté
n°2010-10482 du 20 décembre 2010

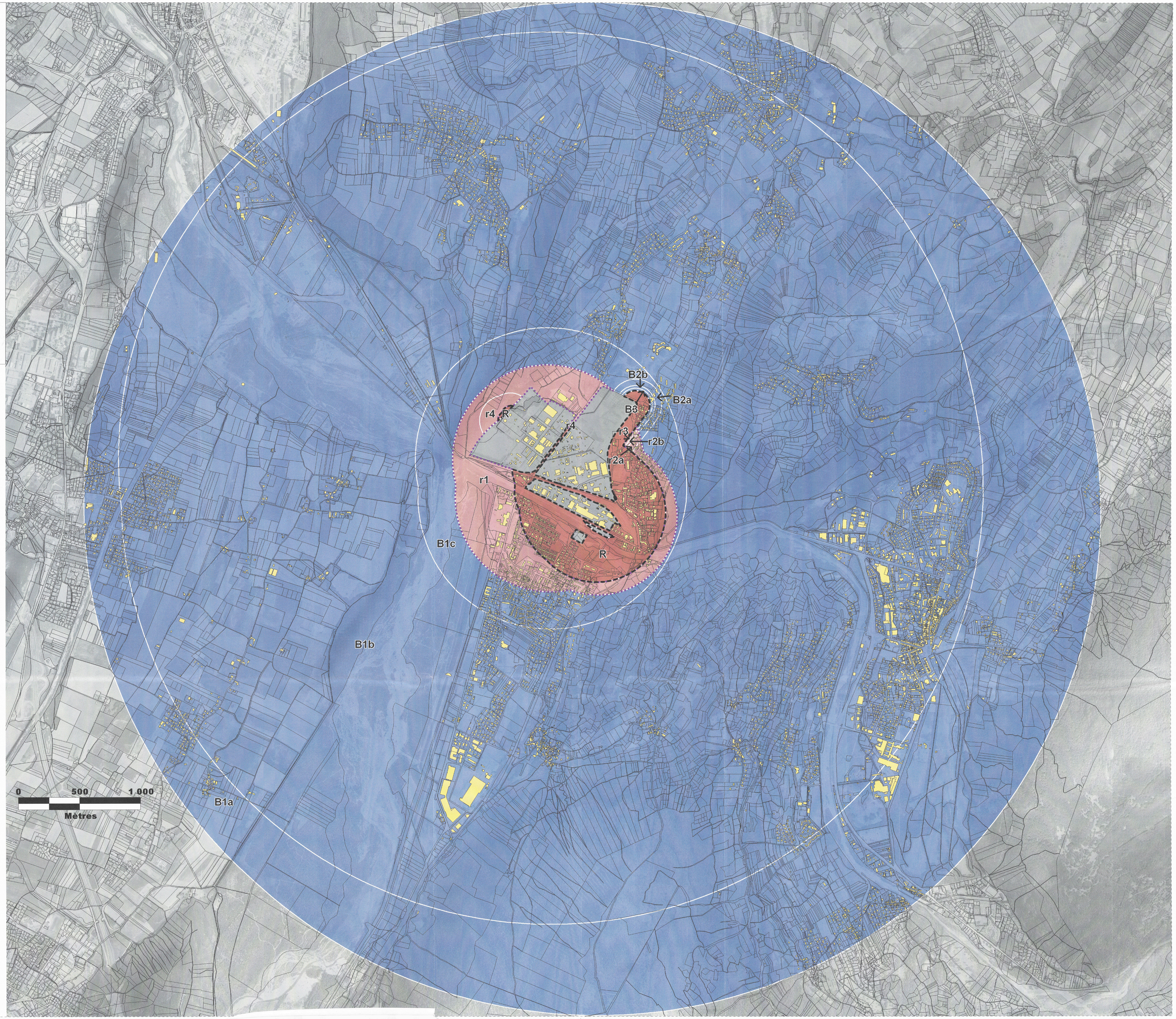
Eric LE DOUARON

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES PPRT

JARRIE

Plan de zonage n°1
1/10 000ème

- Zone d'interdiction stricte R
- Zones d'interdiction r
- Zones d'autorisation limitée B
- Emprises foncières des entreprises sources
- Secteur d'expropriation
- Secteur de délaissement



Sources : IGNBDOrtho®|CadastreDGI®|DDT38/SASE/AM - Décembre 2010